



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-dixième session

Rome, 13-14 septembre 2000

PROCÈS-VERBAL DE LA SOIXANTE-DIXIÈME SESSION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE	PARAGRAPHES	PAGE
I. INTRODUCTION	1-3	1
II. DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4-37	1-7
A. Ouverture de la session	4-5	1
B. Adoption de l'ordre du jour	6	1
C. Questions financières	7-13	1-2
D. Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA	14	2
E. Nomination du Président	15	2
F. Cofinancement de projets par le biais du marché	16	3
G. Ressources disponibles pour engagement	17	3
H. Participation du FIDA à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés	18	3
I. Propositions de projets présentées au Conseil pour examen	19-29	4-6
J. Activités prévues au titre des projets	30	6
K. Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs	31	6
L. Autres questions	32-37	6-7
ANNEXES		
I. Liste des participants à la soixante-dixième session du Conseil d'administration		9-14
II. Liste des documents dont sera saisi le Conseil d'administration à sa soixante-dixième session		15-16
III. Ordre du jour		17-18

PROCÈS VERBAL DE LA SOIXANTE-DIXIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. INTRODUCTION

1. La soixante-dixième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome les 13 et 14 septembre 2000. La liste des participants figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents dont la liste est donnée à l'annexe II.
3. Le présent procès verbal rend compte des décisions prises par le Conseil d'administration sur les questions qu'il a examinées.

II. DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A. Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)

4. M. Fawzi H. Al-Sultan, Président du FIDA, ouvre la soixante-dixième session en sa qualité de président de la réunion.
5. Le Conseil d'administration note qu'à la suite des nominations qui ont été faites au Comité de vérification des comptes et au Comité de l'évaluation, lors de sa dernière session, la Tunisie remplace l'Égypte au Comité de vérification des comptes, qui a réélu président le représentant du Royaume-Uni. De même, le Comité de l'évaluation a réélu président le représentant du Mexique.

B. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

6. À l'issue de l'examen de l'ordre du jour provisoire, présenté dans le document EB 2000/70/R.1, le Conseil d'administration adopte l'ordre du jour qui figure dans le document EB 2000/70/R.1/Rev.1. Cet ordre du jour est reproduit à l'annexe III.

C. Questions financières (point 3 de l'ordre du jour)

a) État des contributions à la quatrième reconstitution des ressources du FIDA

7. Le Conseil d'administration examine l'état des contributions à la quatrième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2000/70/R.2 et additif), et note que les instruments de contribution déposés et les paiements reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre au titre d'annonces non étayées d'instruments de contribution s'élèvent à l'équivalent de 405,7 millions de USD, chiffre qui représente environ 97% du total des contributions annoncées.

b) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2000

8. Le Conseil examine le Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2000, qui, avec les chiffres du premier trimestre, indique le taux de rendement pour le premier semestre (document EB 2000/70/R.3). Tout en exprimant leur préoccupation devant le faible taux de rendement enregistré au cours de ce premier semestre, les administrateurs estiment qu'il convient de se placer dans une perspective à long terme, spécialement à l'égard des placements en actions. Ils exhortent la direction à continuer à faire preuve de prudence et de précaution en matière de placements. Le Conseil se félicite par ailleurs de la proposition d'organiser un colloque sur les questions de placements à l'occasion de sa soixante et unième session.

c) Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts

9. Le Conseil d'administration examine le rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts, publié sous la cote EB 2000/70/R.4 et additif, et exprime sa satisfaction pour les efforts persévérants qui sont déployés afin de résoudre la question des arriérés. À cet égard, le Fonds suivra attentivement la situation des pays considérés comme remplissant les conditions nécessaires pour bénéficier de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE).

d) Politique du FIDA en matière de tirage

10. Le Conseil d'administration se livre à un débat très utile et très positif sur la politique de tirage du Fonds dont le niveau est actuellement fixé à 35% (document EB 2000/70/R.5). Le Conseil devant prendre une décision à ce sujet au plus tard à sa soixante-douzième session prévue en avril 2001, il est convenu que la direction poursuivra ses consultations et qu'elle présentera des propositions appropriées sur cette question.

e) Aperçu du programme de travail et budget du FIDA pour 2001

11. Le Conseil d'administration tient un débat constructif et fructueux sur l'aperçu du programme de travail et budget du FIDA pour 2001 (document EB 2000/70/R.6). Les observations formulées par les administrateurs faciliteront beaucoup l'élaboration du programme de travail et budget qui sera présenté à la soixante et unième session du Conseil. La direction note en particulier que plusieurs administrateurs sont favorables à l'affectation de ressources additionnelles pour la mise en œuvre du Plan d'action FIDA V (2000-2002). Comme les administrateurs en ont exprimé le souhait, le lien entre le programme global de reconfiguration des processus et le plan d'action sera mis en évidence dans le document final.

12. Conformément aux suggestions qui ont été faites, la direction organisera un colloque officieux afin d'informer les administrateurs des résultats et des recommandations issus du programme de reconfiguration des processus avant la soixante et onzième session du Conseil d'administration prévue en décembre 2000.

f) Rapport du Comité de vérification des comptes

13. Le Conseil d'administration entérine le rapport du Comité de vérification des comptes (document EB 2000/70/R.7) présenté par le président de ce comité, et approuve le montant des honoraires du Commissaire aux comptes fixé pour 2000, sur recommandation du Comité, à 167 millions de ITL.

D. Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA (point 4 de l'ordre du jour)

14. Le Conseil d'administration prend note des informations concernant la Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA (document EB 2000/70/R.8 et Add.1/Rev.1). Les administrateurs de la Liste A font observer avec quelque préoccupation que les autres pays doivent annoncer de toute urgence leurs contributions à la cinquième reconstitution. À ce propos, plusieurs administrateurs de pays contributeurs de la Liste C confirment que leur gouvernement a l'intention d'annoncer sans tarder sa contribution.

E. Nomination du Président (point 5 de l'ordre du jour)

15. Le Conseil d'administration procède, avec la participation des trois coordonnateurs de liste et de Mme S. Toro de Finlande représentant la présidence du Conseil d'administration, à un franc échange de vues sur les propositions présentées dans le document EB 2000/70/R.9 et EB 2000/70/R.27. Les membres de toutes les listes considèrent qu'il est important de choisir le meilleur candidat à la présidence. Cependant, en ce qui concerne la procédure, les membres estiment que des consultations plus approfondies sont nécessaires et que jusqu'à présent il n'existe pas de consensus sur cette question.

F. Cofinancement de projets par le biais du marché (point 6 de l'ordre du jour)

16. Le Conseil remercie le secrétariat de lui avoir présenté un mécanisme novateur de cofinancement des projets faisant appel aux marchés (document EB 2000/70/R.10). Les administrateurs ont toutefois besoin d'un complément d'information et de temps pour examiner cette proposition. Le Conseil décide donc qu'un colloque informel se réunira pour examiner une version révisée du document dont il est saisi avant que celui-ci ne soit soumis à la soixante et onzième session du Conseil d'administration et à la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs.

G. Ressources disponibles pour engagement (point 7 de l'ordre du jour)

17. Le Conseil d'administration, ayant examiné les informations figurant dans le document EB 2000/70/R.11), constate que les ressources disponibles au titre du programme ordinaire du FIDA sont suffisantes pour couvrir tous les engagements relatifs à toutes les contributions envisagées dans le cadre de l'Initiative PPTE et à tous les projets qui lui sont soumis à sa présente session.

H. Participation du FIDA à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (point 8 de l'ordre du jour)

18. Ayant examiné le rapport de situation sur l'Initiative PPTE renforcée et sur la participation du FIDA à cette initiative, ainsi que les propositions présentées dans le document EB 2000/70/R.12, le Conseil d'administration adopte, à l'issue de l'examen des contributions envisagées au titre de l'Initiative PPTE aux fins de réduction de la dette de la Bolivie, du Burkina Faso, de la Mauritanie, du Mozambique, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie envers le FIDA, la résolution ci-dessous:

« DÉCIDE: Qu'une fois que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international auront déclaré au point d'achèvement que la Bolivie, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie ont rempli les conditions fixées pour l'allègement de leur dette dans le cadre de l'Initiative PPTE, le FIDA réduira la valeur de la dette de la Bolivie, du Burkina Faso, de la Mauritanie, du Mozambique, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie à son égard, en annulant leurs obligations semestrielles respectives du service de sa dette au FIDA (principal, commissions de service et intérêts) à mesure qu'elles deviennent exigibles après le point d'achèvement et dans la limite des valeurs actuelles nettes, exprimées en DTS, indiquées au tableau 5 [du document EB 2000/70/R.12, voir ci-dessous]. »

Tableau 5: Résumé des décisions soumises au Conseil d'administration

	Décisions soumises au Conseil d'administration					
	Bolivie	Burkina Faso	Mauritanie	Mozambique	République-Unie de Tanzanie	Ouganda
Montant total de l'encours du service de la dette (DTS)	32 610 471	25 533 651	34 912 948	32 271 650	49 530 777	50 181 004
VAN du total de l'encours du service de la dette (DTS)	18 754 998	11 193 315	15 158 293	14 801 914	22 121 593	23 655 279
Total en % de la VAN de l'allègement de la dette	35	26.4	50	72.1	54	54
Montant total de l'allègement requis en VAN, y compris les montants précédemment approuvés par le Conseil d'administration (DTS)*	6 564 249	2 955 035	7 579 147	10 672 180	11 945 660	12 773 851
Modalités	Modalités renforcées – relèvement de l'allègement initial	Modalités initiales – relèvement au point d'achèvement	Modalités renforcées	Modalités renforcées – relèvement de l'allègement initial	Modalités renforcées	Modalités renforcées – relèvement de l'allègement initial

* Les montants correspondants de l'allègement en valeur nominale sont fournis à titre indicatif dans le tableau 2 du document EB 2000/70/R.12. Voir également note b) du même tableau.



I. Propositions de projets présentées au Conseil pour examen (point 9 de l'ordre du jour)

19. Le Conseil d'administration examine les propositions de projets/programmes suivantes:

a) Amérique latine et Caraïbes

- i) *Bolivie: Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et de la haute vallée*

20. Le Conseil d'administration étudie le projet proposé dans le document EB 2000/70/R.15 et ses additif et supplément, et, après avoir examiné la proposition de prêt à la Bolivie, adopte la résolution suivante:

«DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de Bolivie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (9 250 000 DTS) venant à échéance le 15 mai 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.»

21. L'administrateur pour les Pays-Bas déclare qu'il ne peut adhérer au consensus en faveur de l'approbation du projet proposé, et qu'en conséquence il s'abstient.

- ii) *Venezuela: Projet de développement des filières de production agricole dans la région de Barlovento*

22. Le Conseil d'administration étudie le projet proposé dans le document EB 2000/70/R.16 et, après avoir examiné la proposition de prêt au Venezuela, adopte la résolution suivante:

«DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République bolivarienne du Venezuela un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (9 750 000 DTS) venant à échéance le 15 juin 2015 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.»

b) Proche-Orient et Afrique du Nord

- i) *Azerbaïdjan et Géorgie: Programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres*

23. Le Conseil d'administration étudie le programme proposé dans le document EB 2000/70/R.17 et ses additif et supplément, et, après avoir examiné les propositions de prêts à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie, adopte les résolutions suivantes:

«DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d'Azerbaïdjan un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à six millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (6 900 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.»

«DÉCIDE: Que le Fonds fera à la Géorgie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à six millions cent mille droits de tirage spéciaux (6 100 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.»

- ii) *Jordanie: Mémoire du Président – Élargissement de la zone du projet de diversification des revenus et réaffectation des fonds du prêt (prêt No. 329-JO)*

24. Le Conseil d'administration prend note du Mémoire du Président concernant l'élargissement de la zone du projet de diversification des revenus et la réaffectation des fonds du prêt (prêt No. 329-JO) figurant dans le document EB 2000/70/R.18, et approuve les recommandations concernant les points suivants:

- «a) l'utilisation des économies d'un montant de 880 000 DTS au titre de la catégorie III c) (crédit pour la transformation de produits et pour les activités génératrices de revenu), de 295 000 DTS au titre de la catégorie V (formation de personnel et des bénéficiaires) et de 610 000 DTS au titre de la catégorie VI (coûts additionnels de fonctionnement);
- b) la réaffectation de 1 785 000 DTS pour financer, par le crédit aux petits agriculteurs et aux femmes rurales: i) l'achat de petits ruminants (1 425 000 DTS); ii) les activités d'intégration cultures-élevage (29 000 DTS); et iii) la transformation laitière (236 000 DTS) et les activités de formation et d'assistance technique (95 000 DTS);
- c) l'élargissement des activités du projet à la vallée du Jourdain.»

- iii) *Soudan: Programme de développement rural dans le Kordofan-Sud*

25. Le Conseil d'administration étudie le programme proposé dans le document EB 2000/70/R.19 et l'évaluation des questions de sécurité et de l'accès aux groupes bénéficiaires figurant dans le document EB 2000/70/INF.5, et, après avoir examiné les propositions de prêt et de don au Soudan, adopte les résolutions suivantes:

«DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Soudan un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à treize millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (13 300 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} mai 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.»

DÉCIDE EN OUTRE: Que le Fonds accordera à la République du Soudan un don en diverses monnaies d'un montant équivalant à cent quinze mille droits de tirage spéciaux (115 000 DTS) qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.»

26. Les administrateurs pour l'Allemagne, le Canada, les Pays-Bas et le Royaume-Uni s'opposent à la proposition de projet; l'administrateur pour le Japon déclare qu'il ne peut adhérer au consensus en faveur de l'approbation de la proposition de projet, et qu'en conséquence il s'abstient; et l'administrateur pour les États-Unis déclare que les États-Unis votent contre le programme proposé.

27. Compte tenu des préoccupations exprimées par les administrateurs au sujet de la sécurité au Soudan, il est convenu que le Fonds fera de nouveau rapport au Conseil d'administration, à sa soixante et onzième session, sur l'état d'avancement du Programme.

28. Le prêt en faveur du Programme de développement rural dans le Kordofan-Sud est formulé et approuvé au titre du mécanisme flexible de financement.

iv) *Ex-République yougoslave de Macédoine: Projet de services financiers agricoles*

29. Le Conseil d'administration étudie le projet proposé dans le document EB 2000/70/R.20 et ses additif et supplément, et, après avoir examiné la proposition de prêt à l'ex-République yougoslave de Macédoine, adopte la résolution suivante:

«DÉCIDE: Que le Fonds fera à l'ex-République yougoslave de Macédoine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à six millions deux cent mille droits de tirage spéciaux (6 200 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.»

J. Activités prévues au titre des projets (point 10 de l'ordre du jour)

30. Le Conseil d'administration examine les documents concernant les activités prévues au titre des projets 2000-2001 (EB 2000/70/R.21 et additifs) et prend note des informations données sur les projets dans la réserve.

K. Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs (point 11 de l'ordre du jour)

31. Le Conseil d'administration examine le projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs publié sous la cote EB 2000/70/R.22 et approuve le projet d'ordre du jour provisoire qui figure dans le document EB 2000/70/R.22/Rev.1, en éliminant la phrase suivante: "S'il en est ainsi convenu par la suite, le document GC 24/L.4 permettra au Conseil de prendre connaissance du rapport du Comité établi pour examiner les candidatures proposées aux fonctions de Président du FIDA."

L. Autres questions (point 12 de l'ordre du jour)

a) Émoluments du Président

32. Le Conseil d'administration examine le rapport du Comité des émoluments publié sous la cote EB 2000/70/R.23 et décide de transmettre le rapport et le projet de résolution qu'il contient à la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs.

b) Dates des sessions du Conseil d'administration en 2002

33. Le Conseil d'administration approuve les dates de ses sessions de 2002, telles qu'elles sont indiquées dans le document EB 2000/70/R.24, à savoir:

Soixante-quinzième session	mardi 23 et mercredi 24 avril 2002
Soixante-seizième session	mercredi 4 et jeudi 5 septembre 2002
Soixante-dix-septième session	mercredi 11 et jeudi 12 décembre 2002



c) Accord de coopération avec l'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAID)

34. Le Conseil d'administration approuve la recommandation relative à la conclusion d'un accord de coopération avec l'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricole (AAID), tel qu'il figure dans le document EB 2000/70/R.25.

d) Élection d'un représentant du Conseil des gouverneurs auprès du Comité des pensions du personnel du FIDA

35. Le Conseil d'administration examine les informations contenues dans le document EB 2000/70/R.26. Conformément à la décision prise à sa soixante-quatrième session et compte tenu du départ de Rome de M. Samir Masarweh, ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie, le Conseil d'administration élit un représentant de la République de l'Inde pour qu'il représente le Conseil des gouverneurs auprès du Comité des pensions du personnel du FIDA jusqu'au 30 septembre 2001.

36. Après la session, le secrétariat a été informé que Mme Neela Gangadharan, Ministre (agriculture) à l'ambassade de la République de l'Inde, avait été désignée comme membre du Comité.

e) Approbation de la diffusion des documents présentés à la soixante-dixième session du Conseil d'administration

37. Le Conseil d'administration autorise la mise en circulation des documents approuvés à la présente session, exception faite de celui qu'il a approuvé à l'issue de ses délibérations à huis clos, et note qu'en conséquence ces documents seront diffusés sur le site public web du FIDA.



IFAD
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT
Executive Board – Seventieth Session
Rome, 13-14 September 2000

**LIST OF PARTICIPANTS AT THE SEVENTIETH SESSION
OF THE EXECUTIVE BOARD**

**LISTE DES PARTICIPANTS À LA SOIXANTE-DIXIÈME SESSION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**LISTA DE LOS PARTICIPANTES EN EL 70° PERÍODO DE SESIONES
DE LA JUNTA EJECUTIVA**



ANNEXE I

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST A

Canada

Jean DEVLIN
Counsellor (Development)
Alternate Permanent Representative
of Canada to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

France

Alain GUILLOUËT
Ministre Conseiller financier auprès
de l'Ambassade de France
Rome

Germany

Rudolf Josef HUBER
First Counsellor
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany
to IFAD
Rome

Italy

Augusto ZODDA
Directeur général
Affaires générales, personnel et
processus organisationnels
Ministère du Trésor, du budget
et de la planification économique
Rome

Spain

Jorge DOMEQC FERNÁNDEZ DE
BOBADILLA
Ministro Plenipotenciario
Embajada de España
Roma

Belgium

Christian PANNEELS
Conseiller
Chef de la Section de coopération
au développement
Représentation permanente du
Royaume de Belgique auprès
du FIDA
Rome

Switzerland

Lothar CAVIEZEL
Conseiller scientifique principal
Direction du développement
et de la coopération
Département fédéral des
affaires étrangères
Berne

Portugal



ANNEXE I

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST A (cont'd)

Japan

Keiji YAMAMOTO
Minister
Deputy Head of Mission
Embassy of Japan
Rome

Denmark

Jorgen MAERSK-PEDERSEN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative of the
Kingdom of Denmark to the United
Nations Food and Agriculture
Agencies
Rome

Netherlands

Jan BERTELING
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of The Netherlands
to FAO, WFP and IFAD
Rome

United Kingdom

Anthony BEATTIE
Minister
Permanent Representative of the
United Kingdom to the United
Nations Food and Agriculture
Agencies
Rome

Norway

Dag BRISEID
Minister Counsellor
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Sweden

Michael ODEVALL
Minister
Permanent Representative of
the Kingdom of Sweden
to IFAD
Rome

United States

Lynne A. REICH
International Economist
Office of Multilateral
Development Banks
Department of the Treasury
Washington, D.C.

Australia

Robin DAVIES
Counsellor (Development Cooperation)
Australian Permanent Delegation
to the OECD
Paris

ANNEXE I

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST B

Kuwait

Hisham Ibrahim AL-WOQAYAN
Deputy Director-General
Operations and Disbursement
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

United Arab Emirates

Ali Mohammed RABIAH
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the United Arab Emirates to
the United Nations Agencies
Rome

Nigeria

Gabriel LOMBIN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture
Rome

Saudi Arabia

Ahmad Ben Souleiman AL-AQUIL
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of
the Kingdom of Saudi Arabia
to FAO
Rome

Indonesia

Soendaroe RACHMAD
Ambassador of the Republic
of Indonesia to IFAD
Rome

Venezuela

Ana María ALCÁZAR DE LLOVERA
Directora General de Relaciones
Internacionales, Institucionales
e Intersectoriales
Ministerio de Producción
y Comercio
Caracas

Algeria

Ahmed SADOUDI
Directeur général du budget
Ministère des finances
Alger



ANNEXE I

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST C
SUB-LIST C1 - Africa

Angola

Boaventura DA SILVA CARDOSO
Ambassadeur de la République
d'Angola auprès du FIDA
Rome

Egypt

Nehad Ibrahim ABDEL LATIF
Ambassador of the Arab Republic of
Egypt to the United Nations
Agencies
Rome

Tunisia

Kamel BEN REJEB
Directeur général de la coopération
financière multilatérale
Ministère de la coopération internationale
et de l'investissement extérieur
Tunis

Eritrea

Semere AMLESOM
Director-General
Department of Research and
Human Resources Development
Ministry of Agriculture
Asmara

LIST C
SUB-LIST C2 - Europe, Asia and the Pacific

China

LIANG Qu
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of the
People's Republic of China
to IFAD
Rome

Sri Lanka

Deeptha KULATILLEKE
Counsellor (Commercial)
Alternate Permanent Representative
of the Democratic Socialist
Republic of Sri Lanka
to IFAD
Rome

India

Kalarickal Pranchu FABIAN
Ambassador of the Republic
of India to Italy
Rome

Republic of Korea

CHO Il-ho
Deputy Director
Multilateral Cooperation Division
Ministry of Agriculture
and Forestry
Kyonggido



ANNEXE I

Member
Membre
Miembro

Alternate Member
Membre suppléant
Miembro suplente

LIST C

SUB-LIST C3 - Latin America and the Caribbean

Brazil

Julio César GOMES DOS SANTOS
Ambassador of the Federative
Republic of Brazil to IFAD
Rome

Mexico

José ROBLES-AGUILAR
Consejero
Representante Permanente Adjunto
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Panama

Horacio MALTEZ
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto
de la República de Panamá
ante el FIDA
Roma

Argentina

Hilda GABARDINI
Consejera
Representante Permanente Alterna
de la República Argentina
ante el FIDA
Roma

LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À SA SOIXANTE-DIXIÈME SESSION

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2000/70/R.1/Rev.1	2	Ordre du jour
EB 2000/70/R.1/Add.1	2	Calendrier de travail de la session
EB 2000/70/R.2 + Add.1	3 a)	État des contributions à la quatrième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2000/70/R.3	3 b)	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2000
EB 2000/70/R.4 + Add.1	3 c)	Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts
EB 2000/70/R.5	3 d)	Politique du FIDA en matière de tirage
EB 2000/70/R.6	3 e)	Aperçu du programme de travail et budget du FIDA pour 2001
EB 2000/70/R.7	3 f)	Rapport du Comité de vérification des comptes
EB 2000/70/R.8 + Add.1/Rev.1	4	Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA
EB 2000/70/R.9	5	Nomination du Président
EB 2000/70/R.10	6	Cofinancement de projets par le biais du marché
EB 2000/70/R.11	7	Ressources disponibles pour engagement
EB 2000/70/R.12	8	Participation du FIDA à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE)
EB 2000/70/R.15 + Add.1 + Sup.1	9 a) i)	Bolivie: Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et des hautes vallées
EB 2000/70/R.16	9 a) ii)	Venezuela: Projet de développement des filières de production agricole dans la région de Barlovento
EB 2000/70/R.17 + Add.1 + Sup.1	9 b) i)	Azerbaïdjan/Géorgie: Programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres
EB 2000/70/R.18	9 b) ii)	Jordanie: Mémoire du Président – Élargissement de la zone du projet de diversification des revenus et réaffectation des fonds du prêt (prêt No. 329-JO)

ANNEXE II

Cote	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2000/70/R.19	9 b) iii)	Soudan: Programme de développement rural dans le Kordofan-Sud
EB 2000/70/R.20 + Add.1 + Sup.1	9 b) iv)	L'ex-République yougoslave de Macédoine: Projet de services financiers agricoles
EB 2000/70/R.21 + Add.1 + Add.2	10	Activités prévues au titre des projets 2000-2001
EB 2000/70/R.22	11	Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs
EB 2000/70/R.23	12 a)	Rapport du Comité des émoluments
EB 2000/70/R.24	12 b)	Dates des sessions du Conseil d'administration en 2002
EB 2000/70/R.25	12 c)	Accord de coopération avec l'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAAID)
EB 2000/70/R.26	12 d)	Élection d'un représentant du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA
EB 2000/70/R.27	5	Nomination du Président – Proposition personnelle du Président du Conseil des gouverneurs
EB 2000/70/INF.1		Arrangements pour la soixante-dixième session du Conseil d'administration
EB 2000/70/INF.2		Liste des fonctionnaires du FIDA participant à la préparation des propositions de prêt et de contribution à l'initiative PPTE à soumettre à la soixante-dixième session du Conseil d'administration
EB 2000/70/INF.3		État d'avancement du Rapport sur la pauvreté rurale en 2000/2001
EB 2000/70/INF.4		Modalités et conditions des prêts du FIDA - Taux d'intérêt à appliquer en 2001 aux prêts accordés aux conditions ordinaires et intermédiaires
EB 2000/70/INF.5		Soudan: Programme de développement rural dans le Kordofan-Sud – Évaluation des problèmes de sécurité et de l'accès au groupe cible
EB 2000/70/INF.6/Rev.1		Liste des participants à la soixante-dixième session du Conseil d'administration
EB 2000/70/C.R.P.1		Poursuites judiciaires devant les tribunaux civils du Royaume-Uni

Distribution: Restreinte

EB 2000/70/R.1/Rev.1

13 septembre 2000

Original: Anglais

Point 2 de l'ordre du jour

Français



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-dixième session
Rome, 13-14 septembre 2000

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Questions financières:
 - a) État des contributions à la quatrième reconstitution des ressources du FIDA
 - b) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2000
 - c) Rapport de situation sur le remboursement du principal et le règlement des intérêts
 - d) Politique du FIDA en matière de tirage
 - e) Aperçu du programme de travail et budget du FIDA pour 2001
 - f) Rapport du Comité de vérification des comptes
4. Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA
5. Nomination du Président
6. Cofinancement de projets par le biais du marché
7. Ressources disponibles pour engagement
8. Participation du FIDA à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE)



ANNEXE III

9. Propositions de projets présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a) Amérique latine et Caraïbes
 - i) Bolivie: Projet de gestion des ressources naturelles dans les régions du Chaco et de la haute vallée
 - ii) Venezuela: Projet de développement des filières de production agricole dans la région de Barlovento
 - b) Proche-Orient et Afrique du Nord
 - i) Azerbaïdjan et Géorgie: Programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres
 - ii) Jordanie: Mémoire du Président – Élargissement de la zone du projet de diversification des revenus et réaffectation des fonds du prêt (prêt No. 329-JO)
 - iii) Soudan: Programme de développement rural dans le Kordofan-Sud
 - iv) Ex-République yougoslave de Macédoine: Projet de services financiers agricoles
10. Activités prévues au titre des projets
11. Projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Conseil des gouverneurs
12. Autres questions
 - a) Rapport du Comité des émoluments
 - b) Dates des sessions du Conseil d'administration en 2002
 - c) Accord de coopération avec l'Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAAID)
 - d) Élection d'un représentant du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA
 - e) Approbation de la diffusion des documents présentés à la soixante-dixième session du Conseil d'administration